

Service environnement - Services vétérinaires  
22 Avenue Doyen Louis Weil  
38028 Grenoble Cedex 1

Grenoble, le 29/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CANDIA/YOPLAIT**

Chemin des Mines  
38200 Vienne

Références : DDPP38-2024-01806  
Code AIOT : 0053800603

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2024 dans l'établissement CANDIA/YOPLAIT implanté Chemin des Mines 38200 Vienne. L'inspection a été annoncée le 15/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CANDIA/YOPLAIT
- Chemin des Mines 38200 Vienne
- Code AIOT : 0053800603
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Créée le 19 janvier 1971, Candia est une société du groupe coopératif SODIAAL qui collecte en France 4,7 milliards de litres de lait dans plus de 73 départements auprès d'environ 18 000 producteurs. Le site de Vienne (10 ha) accueille Candia mais aussi plusieurs autres sociétés : Logoplaste, Yoplait, les bâtiments administratifs de Sodiaal Union et le site de recherche de Sodiaal. La société Yoplait contrôlée depuis 2011 par le groupe américain Général Mills, a été rachetée par Sodiaal en 2021. Le site emploie environ 660 salariés dont 220 pour Candia, 260 pour Yoplait, 20 pour Sodiaal. Le site fonctionne 24h/24 et 7j/7. Candia est l'exploitant du site entier, au titre de la réglementation ICPE.

L'activité du site est autorisée par l'arrêté préfectoral n°2010-06847 du 17 août 2010, modifié par l'arrêté complémentaire n°DDPP-SE-2022-08-12 du 29 août 2022 (rejet aqueux) et n° DDPP-SE-2023-07-05 du 10 juillet 2023 (cuve de propane).

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Sécheresse
- AN24 Sobriété hydrique
- AR24 Rejet aqueux
- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Schéma des réseaux	Arrêté Préfectoral du 17/08/2010, article 4.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté ministériel du 02/02/1998, article 60 Arrêté préfectoral complémentaire du 29/08/2022, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
5	Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV Arrêté préfectoral complémentaire du 29/08/2022, article 4	Demande d'action corrective	6 mois
8	Plan de sobriété hydrique	Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 10 Arrêté ministériel du 02/02/1998, article 14 et 67	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
6	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
7	Débit de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est bien entretenu. L'inspection du 21 mars portait essentiellement sur la consommation en eau du site. Actuellement, Candia utilise un système de refroidissement en circuit ouvert. Un plan d'action doit être fourni à l'inspection sur ce point.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Schéma des réseaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/08/2010, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Schéma des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b>  <b>Conforme</b> Le plan du réseau des eaux brutes (eaux prélevées) du site ainsi que le schéma de principe des eaux ont été fournis à l'inspection. Le plan du réseau eaux brutes précise notamment la localisation du château d'eau, des 4 puits du site (puits P1 à P5 ; le P5 étant un puits de remplacement du puits P4, comblé depuis 10 ans) ainsi que celle des 9 pompes associées aux puits. Le château d'eau permet de maintenir la pression en eau du réseau du site. La dernière mise à jour du plan a été réalisée il y a une dizaine d'années. Le plan est mis à jour à chaque modification du réseau. Le schéma de principe des eaux reprend également les éléments ci-dessus (château d'eau, puits et pompes). Les rejets (eaux sanitaires et eaux industrielles) de la station d'épuration sont bien identifiés ainsi que ceux des eaux pluviales, celles-ci étant mélangées aux eaux de refroidissement du site.  Les points de prélèvement des échantillons des rejets aqueux du site (pour analyse) ne sont pas repris sur le schéma car ils sont localisés à la station d'épuration du site directement.  <b>Non conforme</b> L'exploitant n'a pas pu indiquer à l'inspection avec certitude le nombre de points de rejet des eaux pluviales et de refroidissement au Rhône. Ce point doit être précisé à l'inspection.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit fournir un schéma à jour du réseau des canalisations du site afin de vérifier si le site dispose d'un ou de plusieurs points de rejets des eaux pluviales au Rhône.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
<b>Constats :</b>

**Conforme**

Les rejets du site sont traités directement par la station d'épuration du site. Il existe un seul point de rejet. Un contrôle visuel de ce point de rejet a été effectué à la station d'épuration. Les rejets sont clairs. Les abords extérieurs sont propres.

On note toutefois la présence de mousse en faible quantité sur les parois métalliques qui bordent la sortie du rejet.

Le contrôle du point de rejet au Rhône n'a pas pu être effectué du fait de sa localisation en bordure d'une route départementale.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Points de prélèvement aménagés**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50

**Thème(s) :** Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés

**Prescription contrôlée :**

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

**Constats :****Conforme**

Toutes les eaux industrielles et sanitaires générées sur le site sont traitées par la station d'épuration du site. La qualité de ces eaux est vérifiée au niveau de 9 points de prélèvement : 8 en amont de la station et 1 en aval de station, avant le rejet au milieu naturel. Ceux-ci sont tous équipés d'un préleveur 24 heures. La qualité des eaux au niveau de ces 9 points est vérifiée chaque jour ouvré ; les week-end et jours fériés, les analyses sont réalisées sur le mélange des échantillons des 2 jours.

Les accès aux points de rejets sont aisés et sécurisés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance**

**Référence réglementaire :** Arrêté préfectoral complémentaire du 29/08/2022, article 5  
Arrêté ministériel du 02/02/1998, article 60

**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance

**Prescription contrôlée :****Article 5**

L'exploitant effectue la surveillance de la qualité de ses rejets aqueux selon le programme suivant :

Substances	Code sandre	Périodicité de surveillance
Débit	1552	Journalière
pH	1302	Journalière
Température	1301	Journalière
MES	1305	Journalière
DCO	1314	Journalière
Azote global (NGL)	1551	Journalière

Substances	Code sandre	Périodicité de surveillance
Phosphore total	1350	Journalière
DBO5	1313	hebdomadaire
Chlorures	1337	Mensuelle
Zinc et composés	7464	Trimestrielle
Fer, Aluminium et leurs composés	6616	Quinquennale
AOX	1135	Quinquennale
AMPA	1106	Quinquennale

Tous les prélèvements et analyses sont réalisés aux frais de l'exploitant et selon les normes en vigueur. Les analyses sont faites sur des prélèvements bilan 24 heures.

#### **Article 60**

[...] Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. [...]

#### **Constats :**

##### **Non conforme**

Les périodicités minimales de surveillances ne sont pas respectées pour les paramètres suivants : azote global (1551), phosphore total (1350) et DBO5 (1313). D'après l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 août 2022, la périodicité de surveillance de ces paramètres, doit être journalière et non hebdomadaire.

Concernant les paramètres DCO (1314) et zinc et ses composés (1383), ils n'ont fait l'objet que d'une seule analyse en 2023 bien que sa surveillance soit prescrite à une fréquence au moins trimestrielle.

Les paramètres chlorures (1337), fer, aluminium et leurs composés (7714), AOX (1106) et AMPA (1907) n'ont pas fait l'objet d'analyse par l'exploitant en 2023/2024.

##### **Remarque :**

Le cadre de surveillance GIDAF a été mis à jour par l'inspection le 8 avril 2024.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit réaliser la surveillance de la qualité de son rejet au milieu naturel selon les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29/08/2022.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 5 : Respect des Valeurs Limites d'Emission - Actions correctives en cas de dépassement**

**Référence réglementaire :** Arrêté préfectoral du 29/08/2022, article 4  
Arrêté Ministériel du 02/02/1998, articles 21-II et 58-IV

**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement

**Prescription contrôlée :**

##### **Article 4**

Les valeurs limites d'émissions (VLE) ci-dessous sont applicables aux rejets en sortie de la station d'épuration du site :

Substances	Code sandre	Concentration maximale (mg/L)	Flux maximal (kg/j)
Débit	1552	3 800 m3/j maximum	
pH	1302	Entre 5,5 et 8,5	
Température	1301	< 30 °C	
MES	1305	35	133
DCO	1314	125	475
Azote global (NGL)	1551	30	114
Phosphore total (PT)	1350	4	15,2
DBO5	1313	30	100
Chlorures	1337	/	/
Zinc et composés	1383	0,8 mg/L si le rejet dépasse 20 g/j	/
Fer, aluminium et leurs composés	7714	5 mg/L si le rejet dépasse 20 g/j	/
Composés organiques halogénés (AOX)	1106	1 mg/L si le rejet dépasse 30 g/j	/
AMPA	1907	450 µg/L si le rejet dépasse 1 g/j	/

#### **Article 21-II**

« Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté. »

#### **Article 58-IV**

« Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

#### **Constats :**

La qualité des rejets d'eaux pluviales et de refroidissement n'a pas été vérifiée lors de cette inspection, seulement celle du rejet au Rhône en sortie de station d'épuration.

#### **Non conforme**

Les résultats d'analyses transmis par l'exploitant à l'inspection via GIDAF entre mai 2023 et février 2024 ont été contrôlés dans le cadre de cette inspection. Les résultats montrent des dépassements récurrents des valeurs limites d'émission (VLE) autorisées pour les paramètres MES (1305), ST-DCO (6396), phosphore total (1350), DBO5 (1313), azote global (1551). Des dépassements supérieurs à 2 fois les VLE autorisées sont régulièrement enregistrés. Ces dépassements sont rarement justifiés (maintenance centrifugeuse par exemple en octobre 2023).

Le paramètre ST-DCO (6396) était analysé par l'exploitant. Le cadre de surveillance sur GIDAF a été modifié le 8 avril 2024 pour que la DCO soit analysée dorénavant et non la ST-DCO, conformément à l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 août 2022.

Des résultats d'analyses respectant l'ensemble des valeurs limites d'émissions de l'arrêté préfectoral complémentaire sus-mentionné ont toutefois été enregistrés sur le mois de janvier 2024.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant est tenu de respecter les VLE associées à l'ensemble des paramètres à surveiller au regard de la qualité de son rejet au milieu naturel.

L'inspection sera particulièrement attentive aux respects des VLE des 6 prochains mois. Une mise en demeure pourra être prise à l'encontre de l'exploitant si les VLE sont de nouveau dépassées.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 6 : Transmission GIDAF

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission GIDAF
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Conforme</b> Les enregistrements sur GIDAF sont effectués mensuellement par l'exploitant. Le gestionnaire de la station d'épuration les envoie à l'exploitant avant le 15 du mois suivant. L'exploitant les enregistre ensuite sous GIDAF.</p> <p>Néanmoins, le jour de la visite, les enregistrements du mois de février 2024 n'avaient pas encore été rentrés sur GIDAF, la personne en charge de la transmission des résultats d'analyses à Candia étant en congés.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Une attention particulière doit être portée par l'exploitant à la transmission des résultats dans les temps malgré l'absence de la/des personnes en charge de cette mission.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Débit de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Débit de rejet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m<sup>3</sup>. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau.</p> <p>Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Conforme</b> Le débit est mesuré tous les jours en entrée et sortie de la station d'épuration.</p>



**N° 8 : Plan de sobriété hydrique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 10 Arrêté ministériel du 02/02/1998, article 14 et 67
---

<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Consommation en eau du site
--

**Prescription contrôlée :**

**Article 10**

[...] Sont exemptés les établissements ICPE pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisée pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité, etc.). Ces établissements ICPE veilleront toutefois à optimiser leur gestion de l'eau par des mesures adaptées, tel qu'un ordonnancement de la production.

Les établissements ICPE souhaitant bénéficier d'exemption déclarent à l'inspection qu'ils relèvent de ce cadre particulier d'application et tiennent à la disposition de l'inspection des installations classées un Plan de Sobriété Hydrique (PSH) argumenté permettant de le justifier. Ce PSH sera à mettre à jour minima tous les 5 ans. La trame type à suivre est mise à disposition par l'inspection des installations classées sur le site internet de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes. [...]

**Article 14**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite sauf autorisation explicite par l'arrêté préfectoral.

**Article 67 :**

Pour ce qui concerne la réfrigération en circuit ouvert visée à l'article 14, l'arrêté préfectoral d'autorisation fixera un échéancier de mise en conformité des installations existantes.

**Constats :**

**Conforme**

Candia est une entreprise agro-alimentaire pouvant bénéficier de l'exemption mentionnée à l'article 10 de l'arrêté préfectoral « cadre sécheresse » du 10 juillet 2023. Un premier plan de sobriété hydrique a été adressé à l'inspection en septembre 2023. Un nouveau plan de sobriété hydrique, complété, a été envoyé à l'inspection en février 2024. Le PSH complété et transmis répond aux attentes de l'inspection.

**Non conforme**

Le système de refroidissement du site Candia fonctionne actuellement en circuit ouvert. Il a été autorisé par arrêté préfectoral n°2010-06847 du 17 août 2010 (article 4-1-2 des prescriptions particulières annexées) : « l'eau utilisée pour le refroidissement circule dans des échangeurs tubulaires afin d'assurer le refroidissement des installations suivantes :

*compresseurs d'air,*

*installations de réfrigération de l'entrepôt réfrigéré YOPLAIT ;*

*refroidissement crème à la pasteurisation ; -refroidissement du lait dans les stériliseurs UHT. »*

L'eau utilisée pour le refroidissement représente annuellement environ 50% de la consommation totale d'eau du site, soit 2 000 000 m<sup>3</sup>/an.

Des actions de réduction de la consommation en eau du site sont prévues en 2024 et un diagnostic des principales sources de consommation d'eau du site est en cours. Ce diagnostic sera associé à un plan d'action « eau » à l'horizon 2030. Un rapport définitif doit être rendu en avril 2024.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le rapport d'étude sur les principales sources de consommation en eau du site, réalisé par l'exploitant, devra être fourni à l'inspection.

Un échéancier de mise en conformité aux dispositions de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 concernant le refroidissement en circuit ouvert devra être adressé à l'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 6 mois